

la suppression des zones d'abattements en matière de prestations familiales : *Discussion générale (Situation des ouvriers agricoles, révision des abattements de zone, établissement des salaires dans le cadre des conventions collectives)* [6 avril 1954] (p. 1784, 1785). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sur l'octroi de délais aux chômeurs pour le payement de leurs impôts [14 mai 1954] (p. 2436). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Illogisme et iniquité; concurrence des zones de bas salaires* [24 mars 1955] (p. 1924, 1925); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Gestion financière de la sécurité sociale et des allocations familiales)* [19 juillet 1955] (p. 3918).

**DURBET (M. Marius)**, Député de la Nièvre (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [24 juillet 1953] (F. n° 283); de la Commission des affaires économiques [12 novembre 1953] (F. n° 303), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné : par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); comme membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

#### Dépôts :

Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

compléter le décret n° 46-4880 du 11 décembre 1946 portant règlement d'administration publique en application de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 1397. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 26 décembre 1940 chargeant le service ordinaire des ponts et chaussées d'assurer dans chaque département, sous l'autorité respective du préfet et des maires, la gestion des chemins départementaux et vicinaux, n° 4523. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation ou d'enregistrement les terrains acquis par une collectivité en vue de la redistribution gratuite à des constructeurs particuliers, n° 5399. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Linet et plusieurs de ses collègues (n° 4871) tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés; 2° de M. Notebart et plusieurs de ses collègues (n° 5118) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L-115 du Code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, n° 5420. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'allocation de 25.000 francs « pour frais de secrétariat » récemment allouée, n° 6723. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7062. — Le 12 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans la liste des maladies professionnelles indemnisables, au titre de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, la maladie de Kienboïk, n° 8654. — Le 3 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à bloquer, pour l'année en cours, les forfaits appliqués en 1954 en matière d'impositions directes, n° 10093. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau régime fiscal artisanal, n° 10315.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8000 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements du 2<sup>e</sup> degré (Constructions scolaires)* [26 décembre 1951] (p. 9882). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre devant les difficultés que rencontrent les municipalités dans l'établissement de leur budget [22 janvier 1952] (p. 288). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* [10 avril 1952] (p. 2134) ; — des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs)* [10 juillet 1952] (p. 3765, 3766) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget du travail* [23 octobre 1952] (p. 4345) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après les plans types* [21 mars 1953] (p. 2156 et suiv.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts construction auprès des Caisses d'allocations familiales* (p. 2173) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire la simplification des formalités* (p. 2191) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accélérer la procédure en limitant le délai accordé à la Commission arbitrale* [27 mars 1953] (p. 2499) ; Art. 3 quater : *Son amendement tendant à permettre aux collectivités de faire des cessions gratuites de lots de terrains* (p. 2504) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet

de loi n° 6433 portant redressement économique et financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement portant détaxation de l'alcool pharmaceutique* [7 juillet 1953] (p. 3301) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (titres III, IV et V) ; *Articles additionnels : Son amendement tendant à exonérer partiellement la participation du personnel aux bénéfices d'exploitation (Encouragement nécessaire tant au point de vue social que de la productivité)* [9 juillet 1953] (p. 3431) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception ; Amendement de M. Meunier tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières, les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Approbaton)* [24 juillet 1953] (p. 3881) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement)* [29 octobre 1953] (p. 4652) ; Chap. 3101 : *Administration centrale (Service de liquidation des indemnités dues pour l'emploi de prisonniers de guerre)* (p. 4657, 4658) ; Chap. 4611 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Conditions d'attribution de l'allocation de chômage)* (p. 4661) ; Chap. 4722 : *Contribution au fonds de retraite de la Caisse de sécurité sociale dans les mines (Déficit de la Caisse de sécurité sociale des mines)* (p. 4670) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Discussion générale (Opposition des commerçants locataires à l'exercice du droit de reprise et origine du principe de l'indemnité d'éviction)* [15 décembre 1953] (p. 6826, 6827) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au délai accordé pour faire valoir le droit au renouvellement du bail* (p. 6828) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre à l'Etat les obligations des collectivités* (p. 6849) ; — du projet de loi portant majoration de l'allocation de vieillesse : *Discussion générale (Majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, excédents de la Caisse vieillesse, les vieillards échappant au régime général)* [31 décembre 1953] (p. 7153) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discus-*

*sion générale (Revalorisation des bas salaires, plan d'expansion économique, dégrèvements fiscaux, association capital-travail)* [12 février 1954] (p. 255, 256); *Son ordre du jour jugeant insuffisantes les mesures prises par le Gouvernement pour les salaires* (p. 261); *Modifie son ordre du jour (Application du salaire minimum garanti dans les départements d'outre-mer)* [16 février 1954] (p. 297); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Discussion générale (Nécessité de coordonner les différents régimes de sécurité sociale)* [11 mars 1954] (p. 806); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Brimade constituée par les zones de salaires, revalorisation des salaires)* [7 avril 1954] (p. 1851); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Déficit du régime maladie)* [29 juillet 1954] (p. 3721); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Décalage de carence et salariés agricoles de la métropole)* [3 août 1954] (p. 3814); Art. 14 : *Financement du déficit par des subventions de la Caisse de sécurité sociale et de la Caisse centrale de secours mutuels agricoles* (p. 3820); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Personnel des installations électro-mécaniques)* [10 novembre 1954] (p. 4885); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Crédits en faveur de la main-d'œuvre sans emploi dans les départements d'outre-mer, effort fait en faveur de la main-d'œuvre nord-africaine* [16 novembre 1954] (p. 5075); Etat A, Chap. 46-11 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Cas des travailleurs âgés de 65 ans et plus)* (p. 5100); Chap. 4612 : *Son amendement indicatif (Création de centres d'accueil pour les travailleurs algériens en province)* (p. 5104); *le retire* (p. 5105); de ce projet de loi en seconde délibération, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Etat A, Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction (Fonds de chômage)* [17 mars 1955] (p. 1561); *Ses explications de vote (Primes de rendement)* (p. 1566); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires,

d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son rappel au règlement (Prolongation du débat au-delà de minuit)* [24 mars 1955] (p. 1930); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Simplification et allègement de l'impôt; secteurs commerciaux privilégiés sur le plan fiscal — fausses coopératives du secteur public — égalité fiscale)* [28 mars 1955] (p. 2017, 2018); — d'une proposition de loi relative aux emprunts des groupes mutualistes; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Suppression des prêts et avances des caisses de sécurité sociale)* [11 juillet 1955] (p. 3799, 3800); *le retire* (p. 3801); *Pharmaciens mutualistes* (p. 3800, 3801); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955, taxe sur les spectacles et budgets communaux* [27 juillet 1955] (p. 4379); — du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Discussion générale* [16 novembre 1955] (p. 5743).

**DURROUX (M. Jean)**, Député de l'Ariège (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'intérieur [25 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune de Daumazan (Ariège) et aux cultivateurs de cette commune où l'orage du 4 juillet 1951 a causé des dégâts importants, **n° 602**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux journaux scolaires le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, **n° 2076**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Ariège, vic-